



Distr.: LIMITEE

ECA/TRID/EXP/25/03/RPT
29 Octobre 2003

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Original: FRANÇAIS

Réunion Ad-hoc du groupe d'experts sur le développement
du transport multimodal en Afrique

27 – 29 octobre 2003
Addis Abeba, Ethiopie

RAPPORT DE LA REUNION
AD-HOC DU GROUPE D'EXPERTS SUR LE DEVELOPPEMENT
DU TRANSPORT MULTIMODAL EN AFRIQUE

RAPPORT DE LA REUNION AD-HOC DU GROUPE D'EXPERTS SUR LE DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MULTIMODAL EN AFRIQUE

1. ORGANISATION

1. La réunion ad-hoc du groupe d'experts sur le développement du transport multimodal en Afrique s'est tenue du 27 au 29 octobre 2003 à Addis Abeba, Ethiopie.

2. L'objectif premier de la réunion était d'examiner et d'enrichir les conclusions et recommandations de l'étude ECA/TRID/03/03 entreprise par la CEA et intitulée : « Questions relatives au développement du transport multimodal en Afrique » avant sa distribution aux différents partenaires, et ensuite de formuler des propositions et des recommandations visant à améliorer et à accroître l'utilisation du transport multimodal international (TMI).

2. PARTICIPATION

3. Ont participé à la réunion les représentants suivants:

- Pays : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Tchad et Tunisie;
- Organisations et institutions sous régionales et internationales: Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe (PMAESA) et l'Union Européenne;
- Secteur privé : Bureau de fret du Cameroun, Net Translog, Réseau des Entreprises de l'Afrique Occidentale (REAO) et Tunisie Trade Net

4. La liste des participants est jointe en Annexe.

3. OUVERTURE DE LA REUNION (point 1 de l'ordre du jour)

5. L'ouverture de la réunion a été faite par Monsieur Hakim Ben Hammouda, Directeur de la Division du Commerce et de l'Intégration Régionale qui, après avoir souhaité la bienvenue à tous les participants, a souligné l'importance du transport multimodal dans le développement du commerce et de l'intégration régionale.

6. Il a ensuite exhorté les participants à formuler des propositions et recommandations concrètes visant à accroître l'utilisation du transport multimodal en Afrique en vue d'améliorer la compétitivité des marchandises africaines sur le marché mondial et de lutter contre la pauvreté.

4. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

4.1 Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

7. L'ordre du jour suivant a été adopté:

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
2. Aperçu général sur le transport multimodal.
3. Présentation du rapport de l'étude sur les questions de transport multimodal.
 - a) Aspect juridique du transport multimodal;
 - b) Réalité du transport multimodal International en Afrique.
4. Présentation des expériences sous-régionales, de l'Union Européenne et du secteur privé.
5. Note d'introduction sur le commerce électronique et son utilisation dans le transport multimodal, suivie de l'exposé du cas pratique de la Tunisie.
6. Développement des ressources humaines et institutionnelles.
7. Présentation des expériences nationales.
8. Divers : Suivi de la conférence ministérielle des pays sans littoral et des pays de transit et de la communauté des bailleurs de fonds sur le transport en transit tenue du 25 au 27août 2003 à Almaty, Kazakhstan.
9. Adoption du rapport.
10. Clôture de la réunion.

8. Les participants ont adopté le programme de travail qui suit :

Lundi 27 et mardi 28 octobre 2003 :	Matinée : 9 :00 – 13 :00
	Après-midi : 15 :00 – 17 :30
Mercredi 29 octobre 2003 :	Après-midi : 15 :00 – 18 :00

4.2 Diagnostic du transport multimodal

Aperçu général sur le transport multimodal (point 2 de l'ordre du jour)

9. Présentant ce point de l'ordre du jour, un représentant de la CEA a mis un accent particulier sur les coûts élevés des transports résultant des difficultés d'application du transport multimodal en Afrique. Il s'agit en particulier de :

1. La médiocrité des politiques de facilitation et de transit mises en place,
2. L'insuffisance et l'inadéquation des infrastructures, des équipements et des services de transport,
3. L'inefficacité et le manque de professionnalisme des opérateurs dans ce domaine,
4. L'insuffisance des institutions de formation,
5. L'insuffisance de l'utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication,
6. Le manque de cadre juridique tant au niveau national qu'international,
7. La difficulté de concilier la sécurité, la sûreté et la facilitation du commerce.

Présentation du document ECA/TRID/03/03 sur les questions relatives au développement du transport multimodal en Afrique (point 3 de l'ordre du jour)

10. En présentant ce document, le consultant a, entre autres, indiqué que la convention TMI est la résultante de plusieurs conventions internationales de référence en matière de transport, de commerce et de douane. Elle a pour principal objet de définir un régime unique de responsabilité et de compensation pour le transport multimodal. Elle vise aussi à optimiser les opérations physiques, les documents et les délais dans le cadre du transport international de marchandises.

11. Adoptée le 24 mai 1980, la convention n'est toujours pas entrée en vigueur. Cette situation crée des disfonctionnements dans la mise en œuvre des 4 contrats relatifs au commerce international à savoir :

- Le contrat Achat/vente
- Le contrat de transport
- Le contrat d'assurance
- Le contrat de paiement

12. Le consultant a en outre fait remarquer que le TMI a connu des interprétations et des applications diverses, ce qui a créé une confusion entre la convention TMI et le transport en transit.

Présentation des expériences sous régionales, de l'Union Européenne et du secteur Privé (point 4 de l'ordre du jour)

13. Les organisations et institutions sous régionales suivantes ont exposé leurs expériences : ARSTM, CEEAC, PMAESA.

14. Des exposés et des expériences sous-régionales, il est ressorti essentiellement ce qui suit :

- Selon PMAESA en Afrique de l'Est, le TMI est assimilé au connaissance direct qui remplit en pratique le même rôle;
- Pour la CEEAC, le manque d'infrastructure et d'équipements adéquats ne permet pas l'application du TMI;
- L'ARSTM a déjà pris en considération les préoccupations du TMI dans son programme de formation initiale, continue et de perfectionnement;
- L'Union Européenne a fait part de son expérience et de ses projets en matière de transport intermodal.

15. Au cours de sa présentation, le secteur privé a mis en évidence :

- Le manque de professionnalisme des opérateurs et la méconnaissance de la convention qui constituent un frein à l'application idoine du TMI;
- L'absence de système de groupage du fret qui permettrait de rationaliser le trafic;
- L'importance du problème d'accès aux sources de financement pour acquérir les équipements de transport.

Le commerce électronique et son utilisation dans le transport multimodal (point 5 de l'ordre du jour)

16. Présentant l'expérience de plate forme communautaire liant l'ensemble des opérateurs du commerce extérieur tunisien et permettant une gestion électronique intégrée des documents et des procédures en matière de transport et de commerce, le Directeur Général de Tunisie Trade Net a souligné l'importance de la rationalisation des procédures et des documents dans la mise en œuvre de ce projet. Il a par ailleurs fait part d'un projet de transposition de cette plate-forme au port de Douala.

Le développement des ressources humaines et institutionnelles et la formation dans le transport multimodal (point 6 de l'ordre du jour)

17. Pratiquement toutes les présentations ont mis l'accent sur l'inadéquation de la formation des opérateurs de transport liés à l'absence de politique de formation à tous les niveaux hiérarchiques.

Présentation des expériences nationales (point 7 de l'ordre du jour)

18. Les présentations des expériences nationales ont en grande partie confirmé le diagnostic établi dans les points précédents. Elles ont en plus relevé :

- La faible mise en valeur de voies fluviales;
- L'exploitation segmentée des corridors;
- Les pratiques monopolistiques et anti concurrentielles de certains opérateurs de transport;
- La méconnaissance de la manutention et du transport des marchandises dangereuses.

4.3 Conclusions et recommandations

19. A la lumière du diagnostic précédent, le groupe d'experts a adopté le plan d'action suivant dont la mise en application nécessite la volonté politique, la bonne gouvernance et l'assistance des partenaires au développement. Il a en outre demandé à la CEA de prendre contact avec les responsables potentiels identifiés afin d'assurer leur participation à la mise en œuvre de ce plan d'action.

Plan d'action pour la mise en œuvre du TMI

ASPECT	ACTION	RESULTATS ATTENDUS	BENEFICIAIRES	RESPONSABLES Potentiels d'exécution	PERIODE DE REALISATION
INSTITUTIONNEL	Information et vulgarisation du TMI Sensibilisation	Définition de l'ancrage institutionnel, du cadre de coordination et de vulgarisation du TMI	Etats, Organisations régionales et sous-régionales, prestataires et usagers du transport	CNUCED, UA, NEPAD, CEA, SSATP, Institutions spécialisées, du secteur privé	2004
	Mise en place de comités de facilitation par pays et par sous-région	Favoriser la mise en œuvre du TMI	Etats, Organisations régionales et sous-régionales, prestataires et usagers du transport	Etats, prestataires et usagers du transport, CNUCED, Organisations régionales et sous-régionales	2004
	Gestion communautaire des corridors de transport	Participation des pays enclavés aux décisions concernant leur accès à la mer	Opérateurs de transport, chargeurs	Secteurs privés et publics des pays enclavés et de transit	2004+
JURIDIQUE	Textes d'application du TMI Adoption de contrats-types de transport	Réglementation au plan national, sous-régional et régional du TMI Identification des contraintes d'application par rapport à l'existant Définition du métier d'ETM Clarification rôle TMI et Transport en Transit	Etats, Organisations régionales et sous-régionales, prestataires et usagers du transport	CNUCED, UA, NEPAD, CEA, SSATP, Institutions spécialisées, secteur privé	2004

ASPECT	ACTION	RESULTATS ATTENDUS	BENEFICIAIRES	RESPONSABLES Potentiels d'exécution	PERIODE DE REALISATION
	Limitation et réglementation du temps de conduite des chauffeurs routiers	Réduction des accidents et amélioration de la sécurité des marchandises	Chauffeurs routiers, chargeurs	Administrations de tutelle et de contrôle	2004+
TECHNIQUE	Construction, réhabilitation, modernisation des infrastructures (tous modes)	Facilitation des opérations physiques Amélioration de la fluidité du trafic Amélioration des télécommunications	Etats, Organisations régionales et sous-régionales, prestataires et usagers du transport	Etats, Institutions spécialisées, du secteur privé, CEA, SSATP, bailleurs de fonds	2004+
	Audit technique du transport des marchandises dangereuses	Professionnalisation des services de transport, amélioration de la sécurité	Prestataires et usagers du transport	SSATP, secteur privé administration de tutelle et de contrôle	2004
	Acquisition et modernisation des équipements	Financement des véhicules et autres matériels de transport	Prestataires de transport	Opérateurs, bailleurs de fonds, organismes de financement	2004+
TECHNOLOGIQUE	Informatisation des procédures et documents Mise en place de plateformes communautaires (par exemple TRADENET)	Gestion informatisée des formalités, procédures et documents du commerce et des transports Accélération des circuits documentaires	Administrations, prestataires et usagers du transport, services auxiliaires (banques, assurances, etc...)	Etats, Administrations, Institutions spécialisées, secteur privé, CEA	2004+
OPERATIONNEL	Application effective des mesures de libéralisation des services de transport	Optimisation des opérations	Prestataires de transport	Etats, secteur privé et opérateurs de transport	2004

ASPECT	ACTION	RESULTATS ATTENDUS	BENEFICIAIRES	RESPONSABLES Potentiels d'exécution	PERIODE DE REALISATION
	Création d'entreprises régionales et/ou sous-régionales Partenariats techniques Professionnalisation des services de transport	Efficacité et optimisation de la chaîne logistique intégrée du transport multimodal international	Prestataires de transport	Etats, secteur privé et opérateurs de transport, bailleurs de fonds	2004
FINANCIER	Etude d'impact économique de l'application du TMI par rapport aux pratiques existantes	Moyen de persuasion pour promouvoir le TMI	Organisations régionales et sous-régionales, Etats, prestataires et usagers du transport	UA, NEPAD, CEA, SSATP, Institutions spécialisées, secteur privé	2004
	Identification de mécanismes de financements	Mise à disposition de fonds à des conditions favorables pour les opérateurs de transport	Prestataires de transport	Bailleurs de fonds	2004
	Sensibilisation des bailleurs de fonds	Flexibilité pour le financement des grands projets d'infrastructures	Etats	Bailleurs de fonds, Etats	2004
FORMATION	Formation initiale, continue et de perfectionnement sur le TMI	Professionnalisation des services de transport	Prestataires de transport	Secteur privé, instituts de formation (type ARSTM/projets pilotes), SSATP	2004+
	Formations spécialisées sur les Marchandises dangereuses	Professionnalisation des services de transport	Prestataires de transport	Secteur privé, instituts de formation (type ARSTM/projets pilotes), SSATP	2004+

4.4 Divers : (point 8 de l'ordre du jour)

20. Au titre des divers, un compte rendu de la réunion des ministres sur le transport en transit qui s'est tenu à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 août 2003 et qui a abouti à l'adoption d'un programme d'action a été fait à la réunion du groupe d'experts.

4.5 Adoption du rapport (point 9 de l'ordre du jour)

21. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la réunion du groupe d'experts a adopté son rapport après amendements.

4.6 Clôture (point 10 de l'ordre du jour)

22. Au cours de la cérémonie de la clôture de la réunion, M. Hakim Ben Hammouda, Directeur de la Division du Commerce et de l'Intégration Régionale a remercié tous les participants pour leur contribution au succès de la réunion. Il a par la suite réitéré l'importance des questions discutées qui font aussi partie des préoccupations du NEPAD. Il a enfin souligné la volonté de la CEA à mettre en œuvre les recommandations issues de la réunion.

LISTE DES PARTICIPANTS

1. ALGERIE

M. Abdelhamid Boutekdjirt
Chargé d'étude et de synthèse (CES)
Cabinet du Ministère
des Transports
Alger, Algérie
Tel : (213-21) 747640
Fax: (213-21) 743391

2. BENIN

M. Tossou Ayihadji Calixte
Secrétaire Général
Ministère des travaux publics
et des transports
BP 2444
Cotonou, Bénin
Tel : (229) 31 37 51/ 229 31 34 16
(Mob.) (229) 94 26 38
Fax : (229) 31 37 51/ 229 31 34 16
E-mail : pst@bow.intnet.bj

3. BURUNDI

M. Vital Ndayarinze
Chef de cabinet du Ministère des
transports, postes
et télécommunications
Ministère des transports, postes
et télécommunications
BP 2000 ou 6191
Bujumbura, Burundi
Tel : (257) 22 31 00
ou (257) 24 67 95 ou (257) 954711
Fax: (257) 226900
E-mail : ndayarinzev@yahoo.fr

4. CAMEROUN

M. Vincent Lissom
Sous-Directeur
Ministère des transports
Yaoundé, Cameroun
Tel : 237 756 1606
Fax : 237 222 6775
E-mail: ptmr@camnet.cm

5. **M. El Hadj Oumarou**
Directeur général du Bureau de gestion du fret
terrestre
Ministère des transports
Douala, Cameroun
Tel : (237) 3436741
Fax : (237) 3423248
E-mail : bgft@iccnet2000.com

6. MALI

Mme. Nana Kadidia Niare
Chef du Bureau des Synthèses
Economiques à l'Observatoire des Transports
Direction Nationale des Transports/MET
BP 78
Bamako, Mali
Tel. (223) 222 89 80
Fax : (223) 222 89 80
E-mail : gespama@afribone.net.ml
nanakaniare@yahoo.fr

7. MAROC

M. Azzeddine Chraibi
Chargé d'Etudes
Ministère de l'Equipement et
du Transport
Rabat, Maroc
Tel : (212) 37 77 48 22/25
Fax : (212) 37 77 95 25
E-mail : chraibi@mtmm.gov.ma

8. **NIGER**

M. Daouda Moussa
Chef de service des transports routiers et
ferroviaires
Ministère des transports
Direction des transports terrestres,
maritimes et fluviaux
BP12130
Niamey, Niger
Tel : (227) 738363
(Mob.) 227 97 28 21
Fax : (227)738363
E-mail : dttniger@intnet.ne

9. **REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

M. Pierrot Thierry Bego-Lanzeret
Ingénieur en chef des travaux publics, Secrétaire
Général
Ministère de l'Equipeement
et des transports
Bangui, RCA
Tel: (236) 508888/611873
Fax: (236) 61 46 28
E-mail: lanzeret@yahoo.fr

10. **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

M. Bagula Mugangu
Chef de Bureau exploitation,
contrôle et suivi des Questions d'Intégration
Régionale
Ministère des transports et
communications
Kinshasa, RDC
Tel : (243) 98182103
Fax : (243) 1220274
E-mail: bagulamugangu@yahoo.fr

11. **RWANDA**

M. Phillippe Munyaruyenzi
Directeur des transports
Ministère des Infrastructures
BP. 24

Kigali, Rwanda
Tel : (250) 858 92 99/511538
Fax : (250) 72971/82621
E-mail: munyaruyenzi@yahoo.fr

12. **TCHAD**

M. Noitora François
Chef de Division des Transports de
Marchandises et de Personnes
Ministère des Travaux Publics et des Transports
N'Djamena, Tchad
Tel : (235) 522979/254409
Fax : (235) 523935/523709
E-mail: ciscp@intnet.td

13. **TUNISIE**

M. Seif Eddine Fliss
Premier Secrétaire de l'Ambassade de Tunisie
Ambassade de Tunisie
Addis Abeba
Tel : (251-1) 612063/621840-41
Fax : (251-1) 614568/621842

14. **Académie régionale des sciences et techniques (ARSTM)**

Mme. Bamba Naferina
Chef du département formation initiale
Académie régionale des sciences et techniques
de la mer (ARSTM)
Abidjan, Côte d'Ivoire
Tel : (225) 23460808/0809
Fax : (225) 23 46 08 11
E-mail: arstm@aviso.ci

15. **UNION EUROPEENE**

M. Eleftherios Tsiavos
Premier Secrétaire
Union Européenne
Addis Abeba
Tel : (251-1)612511
Fax : (251-1) 612877
E-mail : eleftherios.tsiavos@cec.eu.int

16. **M. Lorenzo Martelli**
Transport Officer
Union Européenne
Addis Abeba
Tel: (251-61 25 11
lorenzo.martelli@cec.eu.int
17. **TUNISIE TRADENET**

M. Karim Gharbi
PDG
Tunisie TradeNet
Rue 101 les berges du Lac
Code postal 1053
Tunis, Tunisie
Tel : (216) 71861450
Fax : (216) 71861141
E-mail: Karim.gharbi@tradenet.com.tn
18. **PMAESA (Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Est et Australe)**

M. Olivier Hartmann
Secrétaire Général,
PMAESA
BP99209
Mombasa, Kenya
Tel : (254) 41 223 245
Fax : (254) 41 228 344
E-mail : pmaesa@africaonline.co.ke
19. **NET TRANSLOG**

M. Marcel Nikiema
Président
NET TRANSLOG
09 BP 192
Ouagadougou 09, Burkina Faso
Tel: (226) 33-40-02/03/06 ou
(226) 683535
E-mail: nikicima@cenatrin.bf
20. **CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale)**

M. Théodore N. Mugabo
Directeur des transports et
de la communication
(CEEAC)
BP 2112
Libreville, Gabon
Tel : (241) 444731/289342
mob (241) 28 93 42
Fax : (241) 44 47 32
E-mail: theomugabo@yahoo.fr
21. **INCOTRANS**

M. N'guessan N'guessan
Consultant – Transport et
Commerce International
INCOTRANS
BP 5752
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Mob. (225) 05058102
Tel/Fax : (225) 22 52 61 86
E-mail : Nguessa_2ka@yahoo.fr /
ngues.inco@africaonline.co.ci
22. **BUREAU SOUS-REGIONAL DE LA CEA**

M. Hachim Koumaré
Chef a.i.
Bureau sous-régional CEA - AC
Yaoundé, Cameroun
(237-2) 231461/235622
(237-2) 233185/234076
E-mail: hkoumare@un.cm
23. **ECA SECRETARIAT**

M. Hakim Ben Hammouda
Directeur
Division du Commerce et
de l'intégration régionale
CEA, Addis Abeba
Tel : (251-1) 51
Fax : (251-1) 51 30 38
E-mail : hbenhammouda@uneca.org

24. **Mme. Marie-Thérèse Guiebo**
Division du commerce et de
l'intégration régionale
CEA – Addis Abeba
Tel : (251-1) 44 53 52/51 72 00
Fax : (251-1) 51 30 38/51 44 16
E-mail : mguiebo@uneca.org
25. **M. Robert Tama Lisinge**
Division du commerce et de
l'intégration régionale
CEA – Addis Abeba
Tel : (251-1) 44 53 52/51 72 00
Fax : (251-1) 51 30 38/51 44 16
E-mail: tlisinge@uneca.org
26. **M. Serge Ntirampebura**
Division du commerce et de
l'intégration régionale
- CEA – Addis Abeba
Tel : (251-1) 51 72 00
Fax : (251-1) 51 30 38/51 44 16
E-mail : ntirampebura@yahoo.fr
27. **M. Abdoulahi Mahamat**
Division du commerce et de
l'intégration régionale
CEA – Addis Abeba
Tel : (251-1) 51 72 00
Fax : (251-1) 51 30 38/51 44 16
E-mail: amahamat@uneca.org
28. **M. Patrick Osakwe**
Division du commerce et de
l'intégration régionale
CEA – Addis Abeba
Tel : (251-1) 51 72 00
Fax : (251-1) 51 30 38/51 44 16
E-mail : posakwe@uneca.org